

Les Palestiniens sacrifiés dans le mariage d'Israël et des pays du Golfe

Tamara Nassar -29 Mai 2019



Le roi Hamad du Bahraïn et le gouvernement Trump prévoient d'organiser un sommet économique à Manama avec Israël que les Palestiniens considèrent comme un élément du processus de liquidation de leurs droits. ([Wikimedia commons](#))

Les relations entre Israël et les états du Golfe, [menés](#) par [l'Arabie saoudite](#), sont plus chaleureuses que jamais, alors que les Etats-Unis battent leurs tambours de guerre contre l'Iran et se préparent à révéler leur prétendu « Marché du siècle ».

Le président [Donald Trump](#) a finalement sorti les Etats-Unis de l'accord nucléaire iranien, a récemment envoyé 1500 militaires dans la région et impose « [de plus sévères sanctions contre](#)

[l'Iran que jamais auparavant](#) ».

Cette guerre économique et politique fait partie d'une volonté croissante de changement de régime de la part des Etats-Unis, d'Israël et des états du Golfe après une campagne de plus d'une décennie menée par les Saoudiens contre l'Iran.

Les Palestiniens doivent être les agneaux sacrificiels des noces entre Israël et les états du Golfe, comme l'homme d'affaires des Emirats arabes unis [Khalaf Al Habtoor](#) l'a indiqué clairement mercredi dans une [tribune](#) du journal israélien *Haaretz*.

Al Habtoor, qui a été au [premier rang des efforts de normalisation](#) avec Israël, a exhorté les Palestiniens à assister à la conférence économique du gouvernement Trump prévue au Bahreïn le mois prochain.

« J'aspire à voir le jour où Israël et les états arabes, en particulier les états du Golfe, seront capables de normaliser leurs relations diplomatiques et commerciales, comme l'Egypte et la Jordanie l'ont fait », écrit Al Habtoor, ajoutant qu'ils « partagent tous un ennemi commun : l'Iran ».

Al Habtoor caractérise l'Iran comme « une menace existentielle » et affirme que des liens plus étroits avec Israël sont la solution.

« Cependant, la normalisation requiert une solution satisfaisante au conflit entre Palestine et Israël – ou, au moins, que les tensions soient réduites », explique Al Habtoor. « Ceci réalisé, nous serons bien placés pour stopper l'aventurisme belliqueux de Téhéran dans la foulée ».

« Satisfaisant » dans ce cas ne veut pas dire satisfaisant pour les Palestiniens, mais plutôt pour Israël et ses alliés ; l'ensemble du corps politique palestinien, y compris l'Autorité palestinienne, refuse de participer à un sommet qu'ils voient comme partie intégrante des tentatives du

gouvernement Trump pour liquider leurs droits.

Alors que Trump [affirme](#) que les Etats-Unis ne cherchent pas un changement de régime en Iran, mais seulement « pas d'armes nucléaires », le ministre des Affaires étrangères iranien [Javad Zarif](#) conteste l'affirmation, appelant les sanctions américaines une forme de « terrorisme économique ».

Convaincre le public de la région que l'Iran est en effet un ennemi dangereux est partie intégrante des intérêts communs d'Israël, des Etats-Unis et des états du Golfe.

« Depuis 2004, les peuples arabes ont été soumis à une campagne chauviniste sans précédent, qui accuse l'Iran et les Shiites d'être les principaux ennemis de tous les Arabes et prétend que ce sont eux et non Israël qui méritent la colère et la haine des Arabes », [écrit](#) cette semaine Joseph Massad, professeur à l'université Columbia, dans le journal libanais *Al-Akhbar*.

« Quinze ans après son lancement, cette campagne a causé des centaines de victimes iraqiennes, libanaises, syriennes et yéménites qui ont été sacrifiées sur l'autel des familles pétrolières », ajoute Massad.

« Aujourd'hui, il est demandé au peuple palestinien de renoncer à tous leurs droits comme le prix à payer pour préserver leurs trônes ».

La conférence de Manama

Accroissant leur attaque contre l'Iran, Trump et ses alliés projettent aussi de lancer la composante économique du prétendu Marché du siècle de son gouvernement entre Israël et les Palestiniens lors d'une [conférence](#) dans la capitale du Bahreïn, Manama, les 25 et 26 juin.

Le Bahreïn, dont le roi Hamad a donné à Israël et à son lobby une [chaleureuse étreinte](#), est un choix de rassemblement

naturel.

L'Arabie saoudite, les Emirats arabes unis et le Qatar ont [selon certaines sources](#) confirmé leur participation.

Que le Qatar participe– lui qui a été [totalement isolé et mis sous quarantaine](#) par l'Arabie saoudite et les Emirats arabes unis ces deux dernières années – est un signe de la manière dont l'obéissance à Washington, et par extension à Israël, est un intérêt commun même parmi les régimes du Golfe les plus opposés.

Depuis le début du blocus dirigé par les Saoudiens, le Qatar a rivalisé avec ses adversaires du Golfe pour l'affection américaine et comme ses adversaires, il a perçu [le fait de cultiver](#) le soutien d'Israël et de son lobby [comme la route la plus rapide vers le coeur de Washington](#).

En signe de rapprochement, le roi Salman bin Abdulaziz d'Arabie saoudite [a invité](#) le dirigeant qatari [l'émir Tamim bin Hamad Al Thani](#) à deux sommets arabes à la Mecque cette semaine.

Le rejet palestinien du marché de Trump

Même l'Autorité palestinienne, qui [normalement coopère étroitement avec Israël](#), refuse de suivre les plans du gouvernement Trump.

« Le Marché du siècle de Trump ira en enfer, de même que la réunion sur l'économie que les Américains ont l'intention de tenir au Bahreïn pour y présenter des mirages », [a déclaré](#) en début de semaine le dirigeant de l'Autorité palestinienne [Mahmoud Abbas](#).

La Chine et la Russie boycotteront aussi la conférence, [selon](#) un représentant de l'Autorité palestinienne.

Que la Jordanie prévoie ou non d'y assister n'est cependant pas clair. [Jared Kushner](#), gendre et conseiller en chef de

Trump, [rencontrera](#) le [roi Abdullah](#) de Jordanie mercredi, probablement pour faire pression sur lui afin que la Jordanie assiste à la réunion de Manama.

[Moshe Kahlon](#), le ministre des finances israélien, doit diriger la délégation israélienne au Bahreïn.

Le gouvernement Trump cherche clairement à coopter individuellement des Palestiniens pour ses tentatives de normalisation.

L'homme d'affaires palestinien Abed Alkarim Ashour [a dit sur Facebook](#) qu'il avait reçu une invitation des « Américains et de nos frères du Bahreïn » qui « cherchent à vendre la Palestine pour une poignée de dollars ».

Il a posté l'image d'une lettre qui lui a été adressée par Steven Mnuchin, le secrétaire américain du Trésor, l'invitant à la réunion, dont le titre prétend conduire « De la paix à la prospérité ».

« Vous avez envoyé l'invitation à la mauvaise personne et à la mauvaise adresse », a ajouté Ashour.

L'opposition vient aussi de l'intérieur de l'état hôte. La Société du Bahreïn contre la normalisation avec l'ennemi sioniste [a déclaré](#) rejeter la réunion de Manama et a appelé « le gouvernement du Bahreïn à annuler cette réunion, dont les objectifs incluent d'approfondir la normalisation avec l'entité sioniste et de cimenter les alliances avec certains régimes arabes ».

Le judo iranien prêt à la normalisation ?

Malgré l'animosité croissante d'Israël contre leur pays, les athlètes du judo iranien ne boycotteront apparemment plus leurs homologues israéliens.

Un [accord](#) a été conclu entre la Fédération internationale de judo et le comité olympique national d'Iran plus tôt ce mois-

ci, ce dernier acceptant à l'avenir de « respecter complètement la charte olympique et son principe de non-discrimination ».

La déclaration ne désigne pas Israël, mais le geste a été [compris](#) par les médias israéliens comme une réponse au refus des judokas iraniens de combattre des athlètes israéliens, préférant à la place déclarer forfait.

Auparavant, la ministre israélienne de la Culture [Miri Regev](#) avait fait [une pression intensive](#) sur le président de la Fédération internationale de judo, [Marius Vizer](#), afin d'exclure les Emirats arabes unis et la Tunisie des manifestations de judo jusqu'à ce qu'ils se plient aux exigences de la normalisation.

Tamara Nassar est rédactrice adjointe de The Electronic Intifada.

Ali Abunimah a contribué au reportage.

Source : [Electronic Intifada](#)

Traduction : CG pour l'Agence Média Palestine